



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

mutuelles

Question écrite n° 20076

Texte de la question

M. Alain Rodet attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des fonctionnaires ayant adhéré au dispositif mutualiste du Complément retraite de la fonction publique (CREF). Il apparaît que, durant l'été 2002, 450 000 adhérents du dispositif mutualiste de compléments retraite de la fonction publique ont appris qu'en raison d'une mauvaise gestion leurs droits à rente seraient réduits de 17 % et ne seraient plus indexés sur l'évolution des traitements de la fonction publique, contrairement aux engagements contractuels pris par cette mutuelle lors de la souscription des contrats individuels. En dépit de nombreuses procédures, tant au plan civil que pénal et administratives, qui toutes ont révélé les graves défaillances de gestion et conduit les juridictions pénales à prononcer de lourdes sanctions, le préjudice subi par les cotisants n'a pu être intégralement réparé. Dans le cadre de ces procédures, le Conseil d'État, dans deux arrêts du 23 mars 2011, a confirmé la faute lourde de l'État et confirmé l'arrêt de la cour administrative de Paris qui condamnait l'État à indemniser les victimes à hauteur de 20 % du préjudice subi. Or cette condamnation est exécutoire mais ni le CREF, ni l'autorité de contrôle, n'ont répondu aux sommations de payer de l'avocat des victimes. Il demande de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement peut s'assurer que l'autorité de contrôle a obligé le CREF à exécuter les décisions de justice en cause, et si l'État envisage de faire adopter une loi d'indemnisation de l'ensemble de ces épargnants victimes de la carence de son contrôle, de façon à assurer l'équité entre les victimes.

Texte de la réponse

La caisse complémentaire de retraite de la fonction publique (CREF), créée en 1949, était gérée par l'Union nationale des mutuelles de retraite des instituteurs et des fonctionnaires de l'Éducation nationale (UNMRIFEN-FP), dite MRFP (Mutuelle Retraite de la Fonction Publique). Elle fonctionnait, à l'origine, selon le principe d'une adhésion individuelle et facultative de ses membres. Les deux tiers de la pension étaient assurés en répartition par la caisse de répartition, le tiers restant prenait la forme d'une allocation viagère provenant d'une caisse fonctionnant en capitalisation. Par décision du 30 octobre 2000, l'assemblée générale de la MRFP a décidé une baisse, dès le début de l'année 2001, de 25 % de la valeur de service des points acquis en répartition. Cela s'est traduit, pour les allocataires, par une baisse de 16,7 % de leurs avantages, dès lors que le segment en répartition, seul concerné par la baisse de la valeur de service, représentait deux tiers du produit total. Par la suite, l'assemblée générale a décidé le 8 décembre 2001, la conversion du régime du CREF en un régime en points entièrement provisionné (le COREM) faisant disparaître le régime par répartition. Cette transformation avait pour objet une mise en conformité avec le nouveau code de la mutualité (régime de branches 20 et 26). Dans le cadre de cette phase de novation du régime, un droit d'option a été ouvert aux requérants pour permettre aux adhérents qui le souhaiteraient de quitter le régime moyennant le remboursement de leurs cotisations affecté de pénalités. Dès la novation du produit, la MRFP a été mise en liquidation et son portefeuille a été transféré à une nouvelle union de mutuelles dénommée UMR. Depuis 2002, date de l'ouverture de sa liquidation amiable, la MRFP n'exerce plus d'activité d'assurance. À la suite de ces décisions, des adhérents (cotisants, allocataires ou « démissionnaires ») ont engagé des recours en indemnisation devant les juridictions civiles et administratives. Concernant les contentieux administratifs, la cour administrative d'appel (CAA) de

Paris a, par arrêt du 14 juin 2010, condamné l'Etat à indemniser quelque 700 requérants souscripteurs du produit CREF. Le Conseil d'Etat a confirmé cette condamnation le 23 mars 2011 mais a renvoyé, pour une partie des anciens adhérents, à la CAA le soin de déterminer leur indemnité. La CAA ne s'est pas encore prononcée sur ce second volet. Le tribunal administratif de Paris, statuant sur un nouveau recours collectif, a confirmé, le 14 mai 2013, la condamnation de l'Etat pour tardivité dans le déclenchement du contrôle sur la MRFP. S'agissant du contentieux judiciaire, la cour d'appel de Paris a, par un arrêt du 29 avril 2011, condamné la MRFP à indemniser plus de 4 400 anciens adhérents du CREF au titre de sa responsabilité contractuelle, à hauteur d'une somme globale de 5,5 millions d'euros.

Données clés

Auteur : [M. Alain Rodet](#)

Circonscription : Haute-Vienne (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 20076

Rubrique : Économie sociale

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [5 mars 2013](#), page 2405

Réponse publiée au JO le : [2 juillet 2013](#), page 6870